

RÉVEILS. Cadeaux divers. Cadeaux humides. Cadeaux secs. Qualité supérieure. 19.50 - 22.00. DUHAMEL-LARDE. Horloger-Bijoutier. 68 Grande-Rue ROUBAIX 68

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME YVETTE ALFRED REBOUX

RÉVEIL. Cadeaux divers. Cadeaux humides. Cadeaux secs. Qualité supérieure. 19.50 - 22.00. DUHAMEL-LARDE. Horloger-Bijoutier. 68 Grande-Rue ROUBAIX 68

A LA CHAMBRE

La fin des Interpellations sur la loi de 8 heures dans la Marine marchande

M. Rio répond et pose la question de confiance. — La Chambre approuve ses déclarations

SEANCE DU MATIN
Devant une trentaine de députés, M. Arago ouvre la séance à 9 h. 40.
M. Morel, député communiste des Bouches-du-Rhône, interrompt sur les conditions dans lesquelles a été votée la loi de 8 heures dans la marine marchande. Il reproche au gouvernement de n'avoir pas compris l'importance de la question.
M. DE MORO-GIAFFERI
M. de Moro-Giafferi, interpellant sur le même sujet, critique le gouvernement d'avoir rejeté les propositions des inscrits en vue d'assurer le respect des passages en souffrance dans les ports.
Lui aussi estime légal le décret de M. Rio, sous-secrétaire d'Etat.
L'orateur déclare que notre secrétaire de la marine marchande devrait être rattaché au commerce, au lieu de l'être aux travaux publics. La France, dit-il, n'a ni politique commerciale ni politique de marine marchande.
M. de Moro-Giafferi affirme que la situation de l'armement français est beaucoup plus favorable qu'on ne le prétend et que les marins anglais sont payés plus cher que les Français. On a promis aux inscrits, dit-il, d'appliquer les huit heures pour qu'ils acceptent la réduction de salaires. Ceci fait, on a voulu encore obtenir autre chose, c'est-à-dire de leur faire accepter des engagements qu'ils ont refusé de conclure. La Commission maritime.
M. de Moro-Giafferi conclut en disant: Quelle que soit notre admiration pour l'intelligence de la politique extérieure de nos gouvernements, nous ne pouvons approuver cette politique sociale et ne pouvons suivre M. Rio. Pas vous, pas ça. (Applaudissements à l'extrême-gauche et sur divers bancs.)
La séance est levée à midi 30

SEANCE DE L'APRES-MIDI
M. HUBERT GIRAUD
A la séance de l'après-midi, ouverte à 15 h., sous la présidence de M. Fauchon, M. Hubert Giraud, député des Bouches-du-Rhône, refuse l'organisation de M. de Moro-Giafferi, en ce qui concerne le régime de l'armement français, qui veut élargir les importations des navires.
Le compte de ce vote pour son régime de navire français est de 9 h. 15. Les inscrits ont un navire de 1.454 fr. Il fait remarquer qu'armateurs et inscrits ne pouvant se mettre d'accord, le sous-secrétaire d'Etat ne pouvait faire autre chose que ce qu'il a fait, c'est-à-dire de prendre une décision arbitraire, en ce qui concerne M. Bouillon lorsqu'il était commissaire à la marine.

M. RIO, sous-secrétaire d'Etat
M. Rio, sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, résume son discours d'il y a huit jours.
Il rappelle avoir prouvé que les équipages anglais travaillent un nombre d'heures plus grand que les Français; le régime habituel de travail pour ceux-ci, la loi de 8 heures, les étrangers 9 h. Sur les navires français, on ne fait pas travailler toute la nuit au nettoyage du pont et la sécurité est surveillée.
Continuant à ce que l'on avait dit, le décret n'a pas provoqué le chômage, mais des démentis.
M. Rio relève que les militants syndicalistes radiés d'adhésion aux équipages à la mer de refus de se laisser dérouter pour prendre les étrangers. Ainsi, après avoir refusé aux marins français d'appliquer la loi de 8 h., les équipages navires, les étrangers étaient suppliés par nos marins de boycotter nos navires parce que le gouvernement voulait permettre à l'armement français de lutter à concurrence égale avec l'armement étranger. N'est-ce pas absurde? (Applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche.)
Après avoir donné des renseignements sur la situation à Marseille, qui s'améliore chaque jour, M. Rio, très applaudi par la majorité de la Chambre, déclare:
J'ai fait d'amères réflexions lorsque j'ai vu l'ordre du jour de l'interpellation qui autorisait les capitaines au long cours à reprendre leur service, de façon à ce que les équipages au long cours reçoivent une autorisation de leurs subordonnés.
Quant à l'anathème politique que M. de Moro-Giafferi a prononcé ce matin contre moi, je dis que mon groupe se l'a net entendue.
Le sous-secrétaire d'Etat conclut en disant que son passé de marin lui imposait la conduite qu'il a tenue pour sauver la marine marchande nationale. (Applaudissements sur de nombreux bancs à droite, au centre et à gauche.)
M. Le Troquer serre chaleureusement la main à M. Rio, qui se rassied au fond du gouvernement.

Vote de l'ordre du jour de confiance
La clôture prononcée, la priorité est votée par 308 voix contre 182, en faveur de l'ordre du jour Digne-Hubert Giraud, pour lequel M. Rio avait posé la question de confiance, et qui était ainsi conçu:
« La Chambre approuve les déclarations du gouvernement, émanant de lui pour appliquer le décret du 10 septembre, conséquence obligatoire de la non-internationalisation de la loi de 1919, compte tenu de la situation de la production des inscrits navigants sous les conditions du décret et reposant sur toute addition, passe à l'ordre du jour ».

Ordre du jour Digne est adopté au fond à moins levée. La séance est levée à 1 h. 10; séance lundi 13 h., suite du budget.

AU PAYS DES SOVIETS

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT SIBIRIEN

Riga, 3 novembre. — Un gouvernement sibérien a été formé à Vladivostok. Gasparyan dirige le parti qui a formé le gouvernement.

La conférence des armements
Londres, 3 novembre. — Tchitcherine a informé les représentants de la Pologne, de la Finlande et des Etats baltes, que la conférence des armements s'ouvrira à Moscou le 26 novembre.

LA COMMISSION DES REPARATIONS A BERLIN

Le REICH DEMANDERA un moratorium de 5 ans

Une séance mouvementée à la Bourse. — Démission du directeur de la Banque d'Empire

Paris, 3 novembre. — Le gouvernement allemand a tenu, vendredi matin, une importante réunion au cours de laquelle les propositions allemandes ont été définitivement arrêtées; elles seront soumises, ce soir, à la Commission des réparations.
La presse allemande s'accorde à dire que le gouvernement du Reich demandera un moratorium de 5 ans et un emprunt extérieur d'environ 300 millions de dollars.
La séance de la Bourse s'annonce comme des plus mouvementées: dès l'ouverture, la hausse sensationnelle des valeurs allemandes a repris. Au marché des devises, le dollar a dépassé 6.000; en 24 heures, le dollar a donc monté de 1.000 marks.
A midi, le bruit court que le directeur de la Reichsbank, M. Havenstein, aurait donné sa démission; on sait qu'on lui reproche d'avoir provoqué le débâcle du mark par ses déclarations pessimistes.
On considère qu'une solution ne saurait intervenir pendant le séjour de la Commission des réparations à Berlin.
Par une coïncidence singulière, la baisse du mark prend une allure vertigineuse au moment même où siège la Commission.
D'autre part, les détenteurs de devises ne les rendent qu'avec difficulté.
La Bourse des valeurs est par contre-coup le théâtre de nouvelles hausses considérables sur les valeurs industrielles.

INCIDENTS à la Conférence internationale du Travail

Un incident vient de se produire, à la Conférence du Travail. Le gouvernement fédéral a rappelé ses deux délégués.
La Suisse est mécontente d'avoir été éliminée du nombre des nations, faisant partie de droit du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.
Un autre incident a donné lieu à une véritable manifestation de la part de la délégation allemande. La Conférence avait à se prononcer sur l'emploi de la langue allemande dans l'organisation internationale du travail. Elle a renvoyé cette question au Conseil d'Administration. Après une discussion agitée, au cours de laquelle fut vivement admonesté par eux le président, les représentants allemands ont quitté la réunion avec éclat.

LA POLITIQUE

Le « boulangisme » italien

Il y a pas mal d'analogie entre le mouvement boulangiste d'il y a vingt-cinq ans et le mouvement fasciste d'aujourd'hui. Tous deux sont nés du mécontentement populaire et de la faiblesse du gouvernement vis-à-vis de certaines fractions politiques. La carence des pouvoirs publics, en France, lors du scandale de Panama, ont été les causes directes d'une réaction violente, rapide, qui a pris, selon les temps, les tempéraments nationaux et les hommes, des formes différentes, obtenus des résultats partiels.
Le fascisme, c'est-à-dire le « boulangisme » poussé jusqu'au bout.
Avec une logique plus implacable que celle du « boulangisme », M. Mussolini a tiré toutes les conséquences de ses succès; il n'a pas laissé passer l'heure de l'effort suprême et d'un définitif triomphe.

On raconte que le soir de la fameuse élection de Paris qui marque l'apogée du boulangisme, le ministre de l'Intérieur demanda à un ouvrier qui avec lui se tenait prêt à tout événement: « Quelle heure est-il? » — « Minuit ». — « Le boulangisme est-il? »

En effet, en ne marchant pas immédiatement sur l'Élysée, suivi par les Parisiens dont il était l'idole et applaudi par les Français qui l'avaient élu dans cinq départements à la fois, le général Boulanger avait laissé passer l'heure décisive. Le lendemain, son parti ayant perdu la foi en son chef déclinait. Malgré d'autres succès partiels, ce triomphe paradoxal que cela puisse paraître, la triomphale élection de Paris marqua véritablement le débâcle du parti boulangiste.

Mussolini a montré plus de décision que Boulanger et, jusqu'à présent, le fascisme n'a pas rencontré de Constant.
On peut dire pourtant, sans crainte de beaucoup se tromper, que les beaux jours de ce mouvement populaire sont passés. Le pouvoir est un terrible fouet pour tous les hommes et il est plus facile de laisser au suprême un chef de groupe que de l'y maintenir.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de critiquer le gouvernement, mais il faut gouverner soi-même, et c'est une autre histoire. Sans doute, le fascisme a un programme positif et le plan des réformes qu'il préconise a l'allure d'une révolution politique et sociale. Mais, il est infiniment plus aisé d'appliquer pratiquement les principes que de les énoncer sur la place publique.

Le ministre Mussolini sera-t-il à la hauteur de sa tâche? Aura-t-il la volonté de faire régner l'ordre sans essayer de composer avec les partis extrêmes, selon la détestable méthode des gouvernements que les fascistes ont combattus?

Nous saurons dans quelque temps si vraiment il y avait plus et mieux, dans le mouvement fasciste, qu'une agitation heureuse et un geste réussi de sauvagerie.

Maurice Aubert.

Voir, page 2, nos DÉPÊCHES de la DERNIÈRE HEURE.

L'ITALIE

sous le régime fasciste

Le cas du comte Sforza ambassadeur en France

IL EST INVITÉ A SE RENDRE A ROME, ET L'ON PARLE DE HAUTE-COUR

Rome, 3 novembre. — Le comte Sforza, ambassadeur en France vient de répondre à la dépêche que lui a adressée M. Mussolini le 1^{er} novembre.

La cause unique de son attitude, dit-il, a été son intention d'éviter toute difficulté et de faciliter l'action du nouveau gouvernement. Il ajoute qu'en présence de la politique d'ensemble à suivre avec une foi profonde



LE COMTE SFORZA

de la part de celui qui lui confie le rôle de son devoir de donner sa démission.

M. Sforza continue: « Ma décision est immuable. Je suis prêt à rester cependant à ma place jusqu'à l'arrivée de mon successeur et même d'accepter dans le cas où nous nous trouverions d'accord sur les directions, à représenter l'Italie à la Conférence du Proche-Orient. » Le comte Sforza termine, en souhaitant à M. Mussolini le succès dans sa mission.

M. Mussolini a invité le comte Sforza à se rendre immédiatement à Rome.
C'est ce soir même que l'ambassadeur partira pour Rome.

Tout que cette entrevue n'aura pas eu lieu, il sera prématuré de considérer la démission du comte Sforza comme définitive.

On dit à Rome que, si contre toute attente, le comte Sforza maintenait son refus de collaborer avec le gouvernement actuel, il est question de mesures dont l'aboutissement fatal serait en Haute-Cour.

M. Mussolini rend visite aux ambassadeurs étrangers

Rome, 3 novembre. — Ce matin, M. Mussolini a rendu visite aux ambassadeurs présents à Rome.

Les rapports avec la Serbie ENVISAGÉS SOUS UN JOUR AMICAL

Belgrade, 3 novembre. — Le Journal officiel « Samoupravna » publie un long article sur le nouveau cabinet Mussolini.

En ce qui concerne les relations avec l'Italie, il fait se réjouir, au cet article, que toutes les conventions qui touchent au traité de Rapallo, ont l'objet d'un son particulier et que, par le fait même, toutes les difficultés qui pourraient se présenter au règlement définitif de la question de l'Adriatique sont écartées.

Avec ces hommes, notre gouvernement traiterait de bonne foi avec leurs prédécesseurs, afin de résoudre et de liquider toutes les questions pendantes par une entente amicale.

Les relations italo-yougo-slaves

Rome, 2 novembre. — Au cours d'un nouvel entretien avec M. Antonievitch, ministre de Yougo-Slavie, M. Mussolini a déclaré que le gouvernement italien serait ferme, mais qu'il entendait maintenir les relations amicales avec la Serbie. Il a invité le ministre à insister auprès de son gouvernement pour le retrait rapide des troupes yougo-slaves concentrées aux environs de Zara.

Les incidents

Paris, 3 novembre. — D'après le correspondant de la « Chicago Tribune », quelques jeunes fascistes ayant à moitié assommé le secrétaire italien du chef de la mission commerciale bolcheviste à Rome, le gouvernement aurait présenté ses regrets de l'incident.

Le même correspondant signale qu'en représailles du neutre d'un des leurs, les fascistes auraient brûlé plusieurs maisons aux environs d'Udine et administré de l'huile de ricin à tous les communistes de Faletto.

Plus de « chemises noires » à Rome

Rome, 3 novembre. — On ne voit plus à Rome de chemises noires, les fascistes venus des différentes régions étant tous rentrés dans leurs sièges et ceux de Rome étant démissionnaires.

M. Facta va se reposer

Rome, 3 novembre. — M. Facta, ancien président du Conseil, part se reposer dans le Piémont. Très réservé sur les récents événements, il a déclaré qu'il n'a fait son devoir le mieux possible, cherchant à écrire à l'Etat des accusations trop dures.

Violent combat au Maroc espagnol

Madrid, 3 novembre. — Au cours d'une opération de liaison, la colonne espagnole de Tizna-Aziz a été violemment attaquée mercredi par un groupe marocain et a perdu 10 officiers, 20 soldats. La nombre des blessés s'élève à 20.

Pour notre Exportation

Prochain envoi de stagiaires industriels et commerciaux de Roubaix-Tourcoing à l'étranger

Le Comité de la « Société d'Encouragement de Roubaix-Tourcoing pour l'envoi de stagiaires industriels et commerciaux à l'étranger » s'est réuni de nouveau; Jeudi, sous la présidence de M. Charles Florin, président de la société, d'importantes décisions ont été prises au cours de cette séance. Le Comité a, notamment, pris ses dernières décisions en vue du premier envoi de stagiaires dans divers pays étrangers. Une Commission d'admission a été constituée, comprenant des personnalités qui connaissent les principales branches textiles, parlent les langues étrangères les plus répandues et possèdent la pratique des voyages. Elle sera ainsi qualifiée pour examiner les demandes et proposer au choix des candidats auxquels elle fera subir l'examen prévu.

La liste des pays dans lesquels des stagiaires seront envoyés incessamment, a été définitivement arrêtée, ce sont: pour les débouchés du Nord: le Danemark, pour ceux d'Europe centrale: la Roumanie et l'Autriche; pour ceux d'Europe méridionale: la Grèce; pour ceux de l'Amérique du Sud: la République-Argentine. Dans ces divers pays, la « Société d'Encouragement » dispose de postes particulièrement intéressants. Les jeunes gens qui s'y rendront seront des mieux placés pour étudier la situation de ces pays au point de vue textile et pour se mettre au courant complètement des usages commerciaux qui leur sont propres, afin de devenir ensuite les vendeurs de nos produits à l'étranger.

En vue de pourvoir ces postes, la société dispose également déjà d'un bon nombre de demandes. Beaucoup de jeunes gens, désireux de profiter de la généreuse initiative prise ici par la « Société d'Encouragement », ont posé leur candidature à l'une des places actuellement offertes. Afin de permettre à tous ceux qui voudraient se préparer au commerce d'exportation d'être appelés à bénéficier de nos avantages, la « Société » a décidé de reporter au 10 novembre la date de clôture des inscriptions pour le premier examen, celui-ci se passerait entre le 10 et le 20 novembre.

Ainsi les jeunes gens qui réuniraient les conditions exigées, et que nous avons signalés dans des communications récentes (numéros du « Journal de Roubaix » des 26 et 28 octobre 1922), peuvent encore prendre tous les renseignements qu'ils désirent en s'adressant au secrétaire, M. Paul Pupplich, 3, rue de l'Hôtel-de-Ville, à Roubaix, et s'y faire inscrire pour participer au prochain examen. Le Comité conseille aux candidats de joindre à leur demande officielle en français, une lettre rédigée dans la langue étrangère qu'ils connaissent, mentionnant le pays où ils désirent être envoyés, et précisant qu'ils réunissent les conditions requises. La langue à connaître est l'anglais ou l'allemand pour la Roumanie; l'anglais pour l'Egypte et l'Espagne; le français pour la République-Argentine. Nous rappellerons que les candidats doivent être Français, avoir satisfait à leurs obligations militaires et être âgés de moins de 30 ans; ils doivent avoir une connaissance suffisante des textiles; peignés, fils, tissés; ils doivent posséder une instruction générale satisfaisante, avoir de bonnes notions de comptabilité, échanges, transports, tarifs douaniers, etc. Ne sont admis aux examens que les jeunes gens habitant la circonscription des Chambres de Commerce de Roubaix-Tourcoing, c'est-à-dire des communes de Roubaix-Tourcoing-Lannoy, ou ayant fait dans cette circonscription un sérieux apprentissage dans une firme industrielle ou commerciale textile. Enfin, c'est à tous les jeunes gens de toute condition et de toute origine que la Société offre son concours. A ceux dont la famille peut faire face aux frais du stage, elle se contente de fournir un poste et d'accorder son patronage moral et commercial, ne leur demandant en retour qu'un rapport mensuel qui lui permette de suivre leur formation professionnelle. A ceux qui interviennent pour une part dans les dépenses, elle accorde le complément nécessaire, habituellement sous forme de prêt d'honneur remboursable dans l'avenir. Enfin, à ceux qui solliciteront son concours financier intégral, elle fournira la subvention complète comprenant les frais de voyage et de séjour, et également sous forme de prêt d'honneur, remboursable lorsque la situation de l'intéressé le permettra.

Nous sommes certains que la « Société d'Encouragement » se trouvera, dès ce premier concours, en présence d'un nombre important de candidats, car dans notre région, nombreux sont les jeunes gens d'initiative qui ont la carrière du commerce-exportation attiré de plus en plus et qui sont disposés à tous les sacrifices momentanés pour se mettre en mesure de se faire une situation sérieuse et d'avenir.

LE SEPARATISME BAVAROIS

Avec la Bavière, le Tyrol et l'Autriche, Ehrhardt voudrait faire un Etat autonome

Berlin, 3 novembre. — Parlant de mouvement réactionnaire qui se prépare en Bavière, le « Gazette de Voss » rappelle que le capitaine Ehrhardt a établi son quartier général à Munich.

Le but du capitaine Ehrhardt serait la constitution d'un Etat gouverné par les Wittelsbach qui comprendrait en dehors de la Bavière, le Tyrol et Salzbourg et, si possible, toute l'Autriche allemande.

Interrogé par une personnalité de parti populaire, le prince Rupprecht aurait déclaré qu'il était absolument étranger au mouvement en question et qu'il se rendait compte du danger que ce mouvement faisait courir à la Bavière.

HUGO STINNES A BUDAPEST

Berlin, 3 novembre. — M. Hugo Stinnes se rendra à Budapest le 10 novembre pour visiter plusieurs entreprises industrielles auxquelles il veut s'intéresser.

LE BOULEVERSEMENT DE LA TURQUIE

L'assemblée d'Angora a renversé l'Empire

LE SULTAN SERA REMPLACÉ PAR UN CALIFE

Le nouvel Etat dénonce les traités conclus par l'ancien

On est aujourd'hui fixé sur les graves révolutions qui viennent d'être prises par l'Assemblée Nationale d'Angora.
Non seulement elle a renversé l'Empire de Constantinople, près de cinq fois séculaire, destitué le Sultan qui sera remplacé par un Calife dont le pouvoir sera seulement religieux et remis la puissance à la colonie populaire; mais elle a encore dénoncé tous les traités conclus depuis 1920 par le gouvernement de Constantinople.

Que résultera-t-il de ce bouleversement, tant au point de vue de la paix dans le Proche-Orient que de l'avenir de la Turquie? Il est impossible de le prévoir maintenant.
Une seule constatation s'impose: c'est que les peuples tendent, par les moyens les plus divers, à renforcer leur nationalisme.

La décision de l'Assemblée

Angora, 3 novembre. — L'Empire ottoman a été renversé à l'unanimité, le 1er novembre, à 19 h. 30, par la grande Assemblée Nationale de Turquie, au milieu d'acclamations frénétiques. Le gouvernement de la grande Assemblée a été proclamé son héritier.

Le Califat continuera à être exercé par la famille Osman.
La décision prend date du 16 mars 1920, date à partir de laquelle le gouvernement de la nation est remis aux mains de l'Assemblée nationale. Aucune autre forme de gouvernement ne sera reconnue, et le peuple ne reconnaîtra aucune autorité personnelle telle que celle de Constantinople.

Après avoir proclamé la souveraineté du peuple, la nouvelle constitution turque attribue à une Assemblée nationale éue au suffrage universel, non seulement le pouvoir législatif, mais aussi le pouvoir exécutif.

L'ÉLECTRIFICATION DES CAMPAGNES

Un projet de M. Chéron

Paris, 3 novembre. — M. Henri Chéron, ministre de l'Agriculture, annonce qu'un milliard 200 millions seront mis à la disposition de l'agriculture pour électrifier les campagnes.

LA CANDIDATURE MARTY

Les radicaux-socialistes de la Seine ont cause commune avec les bolchevistes

Paris, 3 novembre. — A la suite d'un scrutin de dimanche, dans le quartier de la Santé, scrutin qui aboutit à un ballottage, M. Pouthier, candidat radical-socialiste, avait déclaré de se désister en faveur de Marty.

La Fédération de la Seine du parti radical et radical-socialiste engagé à son tour les radicaux à voter pour l'annaliste, en inscrivant sur leurs bulletins le nom de l'officier mécanicien révoqué.

La politique de M. Bonar Law et les prochaines élections anglaises

Un entretien du Premier ministre avec l'ambassadeur de France au sujet des réparations

Londres, 3 novembre. — Au cours de son entretien avec le comte de Saint-Aulaire, M. Bonar Law a examiné la situation financière de la France.

La question des réparations a été plus particulièrement envisagée et le fait que le comte de Saint-Aulaire part aujourd'hui pour Paris pour être interprète des maintiens comme une indication de la tournure (très favorable) qu'il prend son entretien avec M. Bonar Law.

Nous à ce sujet que M. Neville Chamberlain, ministre des Postes, frère de M. Austen Chamberlain, a déclaré hier dans un discours à Birmingham, qu'il approuvait cette politique de bonnes relations avec la France.

LA DEFAITE MUNICIPALE DES TRAVAILLISTES PRÉSAGE LE SUCCÈS LEGISLATIF DES CONSERVATEURS

Londres, 3 novembre. — La défaite du parti travailliste aux élections municipales rend certaine la victoire de M. Bonar Law aux prochaines élections générales.

L'échec des travaillistes est généralement attribué à leur gaspillage financier dans les communes où ils étaient en majorité. Le programme du parti a également contribué à leur défaite.

L'ouverture de l'Ecole Coloniale à Paris

Discours de M. Sarraut, ministre des Colonies

Paris, 3 novembre. — M. Albert Sarraut a prononcé, ce matin, un éloquent discours, à la séance d'ouverture de l'Ecole coloniale. Le ministre des Colonies a notamment proclamé la nécessité de former une élite de conducteurs d'hommes, la grande œuvre de passé en matière de colonisation, ayant été de ne pas choisir les meilleurs artisans pour cette tâche particulièrement délicate.

Le ministre a combattu la préconception que, sous prétexte d'égaliser les chances et les carrières, on se livre à faire passer toutes les valeurs sur le même rouage et de niveler à la mesure du moindre effort l'ensemble des facultés individuelles.

Le tour du monde en avion va être tenté pour la troisième fois

Londres, 3 novembre. — Un troisième projet de périple aérien est à l'étude et sa réalisation sera probablement entreprise au mois de mars prochain par les capitaines Tytman, Mac Cloughrey et M. Mac Intosh. Le point de départ sera Londres, sur la Tamise.